

 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de SIMANDRES
SIRET/SIREN
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de SIMANDRES – 16 place de la Mairie – 69360 SIMANDRES Tel : 04 78027423 – Courriel : mairie@simandres.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Michel BOULUD, Maire de SIMANDRES
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Thierry GAT

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Simandres – 16 place de la Mairie – 69360 SIMANDRES - Courriel : thierry.gat@simandres.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de Simandres
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
19 Décembre 2013 – Commune de Simandres (site de la commune)
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Simandres
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Voir annexe 1

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT AggloLyon – Approuvé le 16 Décembre 2010 et modifié le 19 Mai 2017
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-Méditerranée

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
La révision de PLU de 2013 a dû être soumis à un examen cas par cas mais nous n'avons pas pu remettre la main sur les archives.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Il n'y a jamais eu d'évaluation environnementale du PLU au vu de la date de son approbation mais des procédures de modification entraînant examen au cas par cas ont eu lieu.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification simplifiée n°1 du PLU, approuvé le 2 Mai 2017 : procédure pour faire évoluer le règlement de la zone UL pour permettre la réalisation d'équipements
Modification n°2 du PLU, approuvé 28 Mai 2019 : procédure pour adapter le règlement de la zone agricole (A et Ah) afin de permettre l'aménagement et l'évolution des bâtiments d'habitation existants à travers la création d'extensions et d'annexes

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine**4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique**

Modification N°3 du PLU

Considérant les évolutions à apporter, il est possible de conduire cette procédure dans le cadre d'une **modification** du PLU telle qu'elle est prévue aux articles L153-36 et suivants puisque l'évolution du document n'aura pas pour effet :

- Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable ;
- Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1 810 habitants (INSEE 2019)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	950 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	90.45	9.6 %	89.9	9.65 %
zones 1 AU	0	0 %	0	0 %
zones 2 AU	47,5	5 %	46.95	4.95%
zones A	532,5	56.2 %	532,5	56.2 %
zones N	276.15	29.2 %	276,15	29.2 %
Total	946.6	100 %	946,6	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

PADD 2013 (page 13)
Consommation de l'espace.

« C/ Objectif de croissance et production de logements »

1% à 1,8% de croissance par an à l'échelle de Simandres cela veut dire entre **215 et 415** habitants supplémentaires d'ici 2021 (soit une population totale comprise entre **1800 à 2000** habitants). En 2008, la taille moyenne des ménages à Simandres est de 2,84. On suppose qu'en 2021, elle sera de 2,64. Pour accueillir entre 1805 et 2000 habitants en 2021 cela veut donc dire la création de **683 à 757** résidences principales.

En 2008, il y avait 558 résidences principales. Pour atteindre cette croissance de 1% à 1,8%, le parc de logements vacants étant faible, il est donc nécessaire que le nombre des résidences principales augmente de **125 à 200**, soit une production moyenne de **12 à 20 logements neufs par an**

⇒ Pour un horizon à 10 ans, il faut que le PLU permette la production de 120 à 200 logements... »

Lutte contre l'étalement urbain

PADD 2017 (page 25-28)

« Objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain »

Il est prévu de construire sur un rythme de 12 à 20 logements par an... avec une proportion de 30% individuels – 40% intermédiaires – 30% collectifs

La densité devra être conforme à l'exigence du Scot de l'agglomération lyonnaise :

- Dans le tissu urbain : 30/35 logements/ha.
- En extension : 20/25 logements/ha.

Cette recherche d'une densité plus forte constitue une rupture importante par rapport aux pratiques d'urbanisation des cinquante dernières années et en particulier à Simandres. En effet le calcul de la densité actuelle sur la commune (Superficie globale de la tache urbaine (102,3 ha. calculés sur la carte ci-contre) divisée par le nombre de logement, soit 558 en 2008 (chiffre insee) et 47 logements construits depuis) nous indique que la densité moyenne en 2011 est de 6 logement/ha. L'objectif d'une densité de 25/30 hectares est donc fort, tout en restant réaliste, puisque les aménagements de logements récents vont plutôt dans le sens de la densification...

Pour lutter contre l'étalement urbain, mais aussi pour valoriser les équipements, commerces et services existants au centre bourg, le projet prévoit de construire d'abord autour du centre bourg... Stratégie pour l'habitat On commencera par investir les espaces de « dents creuses » à l'intérieur du tissu urbain existant (notées en rouge) et qui représentent près de 8 hectares... soit environ 200 logements...

Maîtrise de l'urbanisation et gestion économe de l'espace

L'objectif de la commune étant de maîtriser l'urbanisation future et de permettre une bonne intégration des programmes d'habitat et des futurs habitants, ces secteurs ne seront pas ouverts à court terme, mais seulement au fur et à mesure des besoins pour le développement de la commune.»

4.3 Caractéristiques de la procédure**4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure****Création d'un périmètre d'étude**

A la suite de la mise en œuvre d'un périmètre d'étude pour la maîtrise du développement et des aménagements sur le centre bourg et au vu des résultats de l'étude alors menée, la commune souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

- Modifier le règlement, sur chacune des zones « U » mixte à dominante d'habitat, pour établir des outils de maîtrise de la densité urbaine (Coefficient d'Emprise au Sol et Coefficient de Pleine Terre)
- Créer des OAP sur des secteurs à enjeu dans l'enveloppe urbaine
- Mise en œuvre de secteurs délimités au titre du L151-15 du code de l'urbanisme

Evolution du zonage

- Ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU_i, correspondant à un tout petit secteur déjà urbanisé (0.55 ha.), entraînant la création d'une nouvelle zone U_i.

- Suppression des secteurs **Ah** et **Nh**, repérant les bâtiments dispersés dans les espaces agricoles et naturels, et qui ne sont plus en cohérence avec le code de l'urbanisme actuellement en vigueur.
- Repérage d'anciens bâtiments à usage agricole et pour lesquels le PLU autorise le changement de destination.

Evolution du règlement

- Laisser plus de souplesse sur l'orientation du faitage
- Modifier la règle concernant la hauteur autorisée des déblais/remblais
- Actualiser le référencement du nuancier et l'illustrer dans le règlement
- Faire évoluer les règles relatives au stationnement
- Evoquer la mutualisation de accès dans l'Article 3
- Revoir la contrainte de l'effet de rue en zone UM
- Mise à jour des Articles 14 avec la suppression des COS
- Clarification de l'article 6 de la zone UM
- Mise à jour de l'Annexe 2 « Définitions »

Création et modification des Emplacements Réservés

La modification N°3 a aussi été l'occasion de réinterroger la nécessité des différents emplacements réservés du PLU et d'en créer de nouveau.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Trois secteurs d'OAP ont été établis pour maîtriser l'urbanisation sur des sites à enjeux et augmentant, ainsi, la densité :

- Secteur « Est » : Rue des Fontaines, 0,35 ha de surface à urbaniser, 25 logements/ha
- Secteur « Ouest » : Rue de la Bonnefière, 0,28 ha de surface à urbaniser, 25 logements/ha
- Secteur « Centre » : Allée du Château, 0,61 ha en renouvellement urbain, 100-130 logements/ha

De même, la mise en place d'un Coefficient de d'Emprise au Sol, dans les zones urbaines à dominante d'habitat, permet de définir la surface non-construire en volume de la parcelle. En ce sens, il travaille directement sur la densité de la forme urbaine.

- Zone UM et UM2 : 0,45 et 0.35
- Zone UA : 0,3
- Zone Uh : 0,20

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Protection sol non artificialisé

- de créer de nouvelles protections environnementales

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

La mise en place d'un Coefficient de Pleine Terre sur les secteurs urbains amène une nouvelle protection environnementale sur les parcelles. Cela permet de laisser des surfaces perméabilisées, non-artificialisées sur les parcelles et, ainsi, permettre l'infiltration des eaux.

Les OAP mises en place sur des secteurs à enjeux interviennent aussi sur cette thématique, avec, notamment, des principes de préservation de continuité végétale.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un PPRN inondation de la vallée de l'Ozon
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Un monument historique est localisé sur la commune (Prieuré de Limon) mais les éléments de la procédure de modification ne se localisent en aucun cas aux abords de ce dernier
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides sont présentes sur le territoire communal et repérées sur le plan de zonage mais les éléments de la procédure de modification n'impactent en aucun cas ces dernières
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une analyse de la trame verte et bleue (corridor écologique) a été faite dans le PADD lors de la révision du PLU et retraduit dans le plan de zonage. Par ailleurs, les éléments de la modification n'affectent en aucun cas les corridors écologiques définis
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Simandres est concernée par une ZNIEFF de type I « Cressonnières de Simandres et Saint-Symphorien d'Ozon » Cependant, l'évolution envisagée du PLU n'a pas d'incidence significative sur les habitats et les espèces.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU a prévu de grands secteurs d'Espaces Boisés Classés. Par ailleurs, les éléments de la modification n'impactent en aucun cas ces derniers.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
------------------	--------------------------	-------------------------------------	--

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones urbanisées concernées par la modification sont situées dans l'enveloppe urbaine à environ 1,5 km. des zones Natura 2000.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Un monument historique est localisé sur la commune (Prieuré de Limon) mais se retrouve isolé par rapport à l'enveloppe urbaine (3km à vol d'oiseau de la centralité)
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides sont présentes sur le territoire et nous retrouvons, seulement, le secteur de l'OAP « Est » et « Centre » aux abords d'une zone humide. Par ailleurs, les zones humides ont été exclues des périmètres définis pour n'avoir aucune incidence.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La trame verte et bleue (corridor écologique) définie par le PADD, ne se retrouve pas impactée par les modifications mentionnées précédemment. Par ailleurs, nous retrouvons le secteur de l'OAP

			« Est » et « Centre » à proximité du corridor bleu traversant la centralité.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les zones urbanisées concernées par la modification, notamment les secteurs d'OAP, ne sont pas directement situés à proximité de la ZNIEFF de Type I</p> <p>OAP « Est » : 200-300 mètres</p> <p>OAP « Centre » : 700 mètres</p> <p>OAP « Ouest » : 1 000 mètres</p> <p>Les Emplacements Réservés à créés ou modifiés ne se retrouvent pas à proximité de cette zone sensible</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les Espaces Boisés Classés se retrouvent isolés par rapport à l'enveloppe urbaine de la centralité. En ce sens, toutes les modifications n'intervenant que sur l'espace urbain, n'impactent en aucun cas ces espaces protégés</p>
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Un arrêté préfectoral sur les nuisances sonores concerne la A46. Le seul élément pouvant être concerné est l'OAP « Est », pour la maîtrise de l'urbanisation, qui se retrouve en limite de cette servitude.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Mai 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Demande d'avis de l'INAO

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

- ☒ Oui
☐ Non

- participation du public par voie électronique

- ☐ Oui
☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
A5 – Arrêté et arrêté complémentaire de prescription de la procédure de modification A6 – Délibération du conseil municipal justifiant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	SIMANDRES	le,	02 avril 2024.
Nom	BOULUD	Prénom	Michel.
Qualité	MAIRE		
Signature			
 			

